



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le 28 MARS 2019

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

SPE/DR

ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 171-8 ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2562 : chauffage et traitements industriels par l'intermédiaire de bains de sels fondus ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 juin 2016 régissant le fonctionnement des activités de la société NEXANS dans son établissement NRC Nord situé 29, rue Pré Gaudry à LYON 7ème ;

VU le courrier adressé à l'exploitant le 27 février 2019 dans le respect des dispositions de l'article L 514-5 du code de l'environnement ;

VU le rapport du 25 février 2019 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT que les installations de la société NEXANS ont fait l'objet de plaintes de riverains pour nuisances sonores depuis septembre 2018 ;

CONSIDERANT que les délais annoncés à l'inspection des installations classées par l'exploitant pour réaliser des travaux et se mettre en conformité sont trop longs ;

CONSIDERANT que la société NEXANS ne respecte pas les dispositions du point 8.1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 susvisé ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement ;

.../...

SUR la proposition du préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : La société NEXANS, NRC Nord, 29, rue Pré Gaudry à LYON 7ème, est mise en demeure de respecter les dispositions du point 8.1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 susvisé, dans un délai de **trois mois** à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3 : Publicité (article R. 171-1 du code de l'environnement)

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 4 : Délai et voie de recours (articles L 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Lyon : la requête peut être déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

ARTICLE 5 : Le préfet, secrétaire général de la préfecture, préfet délégué pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de LYON 7ème,
- à l'exploitant.

Lyon, le 28 MARS 2019

Le Préfet,
Le préfet
Secrétaire général
Préfet délégué pour l'égalité des chances

Emmanuel AUBRY